

Unité bi-départementale Calvados - Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SIRAC

9 rue Francis de Pressensé
14460 Colombelles

Références : 2023-633

Code AIOT : 0005302882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement SIRAC implanté 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action Régionale loi AGECE

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAC
- 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles
- Code AIOT : 0005302882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité d'incinération située à Colombelles est exploitée par la société SIRAC (groupe SUEZ), délégataire de service public pour le SYVEDAC jusqu'en fin 2030. L'usine est ouverte 24h/24, 365j/an,

et comporte deux lignes d'incinération d'une capacité maximale de 8t/h chacune. L'installation est autorisée à traiter 130 000 t de déchets par an dont 10 000 t de déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI) par arrêté préfectoral du 2 mai 2012. L'usine alimente notamment un réseau de chauffage urbain et des serres maraîchères et produit également de l'électricité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Loi AGECE – Traçabilité des déchets
- Suivi des non-conformités de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traçabilité	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43 II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Conditions de l'élimination – Attestation	Arrêté Ministériel du 20/09/2020, article art. 7Bis	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R. 541-43 II	/	Sans objet
10	Eaux rejetées à l'Orne	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 34 et 27.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
5	Hierarchie des modes de traitement	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 541-1-II-2°	/	Sans objet
6	Hierarchie des modes de traitement	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L. 541-25-2	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est équipé des dispositifs vidéos idoines et conserve les données pour une période d'un an. Les périodes d'indisponibilité sont très restreintes et répertoriées. Les données tracées sur l'outil Trackdéchets n'appellent pas de remarques particulières. Concernant le justificatif du respect des obligations de tri à la source, il conviendra de transmettre les documents des différents producteurs ou collecteurs des déchets apportés sous 1 mois. L'exploitant a expliqué avoir rencontré des problèmes de sécurité informatique pour le versement sur le RNDTS, étant donné que cela n'a toujours pas été réalisé, l'inspection demande à ce que cela soit fait sous 1 mois à compter de la date de réception du présent rapport. En outre, les résultats des dernières analyses des rejets à l'Orne devront être fournis à l'inspection des installations classées pour vérification du respect des valeurs plafonds. Un extrait du registre déchet (2023 01 → 09) doit également être transmis. Enfin, les non – conformités relevées concernant les installations électriques lors de l'inspection du 19 juillet 2022 ont bien été levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Autre, Données filmées
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Le site est équipé de 6 caméras, couvrant notamment le quai de déchargement et les ponts bascules. Le déclenchement automatique permet l'enregistrement des passages des camions. Les plaques d'immatriculations sont facilement identifiables, la qualité de l'image rend parfois difficile l'identification du contenu déchargé. Toutefois, l'opérateur chargé du pilotage du grappin effectue en permanence un contrôle visuel depuis le poste de commande, permettant ainsi de constater toute erreur de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Autre, Données enregistrées
Prescription contrôlée : Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : L'exploitant dispose d'un journal permettant de retracer les périodes d'indisponibilités depuis le 29 septembre 2022 soit un peu plus de 2 mois après la mise en services des équipements le 21

juillet 2022. La seule période d'indisponibilité recensée pour le moment date du 23 mai 2023 pour une durée de 3 minutes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R. 541-43 II
Thème(s) : Autre, Registres chronologiques
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Le registre n'a pu être consulté lors de l'inspection ; l'exploitant doit transmettre les éléments de ce fichier pour l'année 2023 afin que l'inspection puisse contrôler la cohérence et la complétude des informations devant figurer dans ledit registre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43 II
Thème(s) : Autre, Versement au RNDTS
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.
A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la

valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Pas d'informations fournies sur le RNDTS. Lors de l'inspection, l'exploitant explique qu'il a quelques difficultés à le mettre en place pour des raisons de sécurité informatique. La situation devait être rétablie fin septembre et après contrôle du RNDTS il s'avère que rien n'a évolué à ce sujet. L'inspection des installations classées demande la réalisation des versements sur le RNDTS sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 5 : Hiérarchie des modes de traitement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 541-1-II-2°
Thème(s) : Autre, Valorisation énergétique
Prescription contrôlée : II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : 1° [...] 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination ;
Constats : L'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation, le calcul réalisé utilise la formule dite R1. Elle permet de définir si une UVE est considérée comme un site de valorisation, pour cela et dans le cas du site de la SIRAC à Colombelles, la valeur doit être supérieure ou égale 0,65. Pour ce qui est de l'année 2022, le calcul « R1 » renvoie un résultat de 0,91. Cette valeur est en très légère baisse comparativement à l'année passée suite à des fuites ayant survenu sur le réseau de chaleur. La performance énergétique du site demeure particulièrement élevée et l'exploitant cherche encore à l'optimiser. Le doublement de la surface de la serre maraîchère à Colombelles et la construction du nouveau centre hospitalier universitaire de Caen appellent une prochaine augmentation de la consommation générale du réseau de chaleur, ce qui devrait permettre d'assurer un maintien du bon niveau de performance énergétique du site pour les prochaines années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Hiérarchie des modes de traitement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L. 541-25-2
Thème(s) : Autre, Interdiction de valorisation énergétique
Prescription contrôlée : La réception de déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée pour une préparation en vue de la réutilisation ou un recyclage est interdite dans les installations d'élimination de déchets par stockage ou incinération et dans les installations d'incinération de déchets avec valorisation énergétique, à l'exception des déchets issus d'opérations de traitement ultérieures de ces déchets collectés séparément pour lesquels le stockage ou l'incinération produit le meilleur résultat sur le plan de l'environnement, conformément à la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° du II de l'article L. 541-1.
Constats : L'exploitant veille à ce qu'aucun DIB ou autre déchet réutilisable ou recyclable ne soit déchargé dans la fosse. Si le contrôle vidéo ou visuel devait révéler une telle situation, les déchets concernés seraient retirés avec le grappin pour être ensuite envoyés vers un prestataire dûment autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, BSD dématérialisés sous Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'outil Trackdéchets fait apparaître en tant que déchets sortants les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- 15 02 02* absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses- 19 01 05* gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées- 19 01 13* cendres volantes contenant des substances dangereuses- 19 02 11* autres déchets contenant des substances dangereuses Les déchets et les tonnages annoncés sur l'outil Trackdéchets ne révèlent pas d'incohérence avec l'activité du site ni avec éléments enregistrés sur GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de l'élimination – Attestation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2020, article art. 7Bis
Thème(s) : Autre, Conditions de l'élimination
Prescription contrôlée : « Admission des déchets. - Avant toute admission de déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement dans une installation d'incinération effectuant une élimination de déchets, le producteur ou le détenteur des déchets transmet à l'exploitant les documents prévus à l'article R. 541-48-4 permettant de justifier du respect des obligations de tri du producteur des déchets. »
Constats : L'exploitant ne disposait pas de l'attestation sur l'honneur prévue à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement, il veillera à présenter à l'inspection sous 1 mois les attestations des producteurs ou détenteurs de déchets déchargeant les déchets concernés par l'article susvisé sur le site de l'incinérateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux rejetées à l'Orne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 34 et 27.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée : Article 34 : « Les points de rejets sont les suivants : eaux de lavage de fumées, dirigées vers l'Orne [...]. L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles, par un prélèvement sur 24 heures, proportionnel au débit, des paramètres suivants : métaux (Hg, Cd, Ti, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux, AOX et demande biochimique en oxygène. » Article 27,2 [tableau des valeurs limites de rejet des eaux]
Constats : L'exploitant transmettra à l'inspection installations classées les résultats de la dernière analyse mensuelle des eaux de lavage des fumées, rejetées dans l'Orne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle
Prescription contrôlée : " Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine. Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans

les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées".
Constats : Les non-conformités relevées lors du contrôle réalisé en 2021 ont bien été levées. Les contrôles sont réalisés tous les ans comme l'exige la réglementation. Le dernier réalisé date du 26 avril 2023 et a été effectué par l'APAVE. Il met en évidence le bon entretien des installations électriques du site et conclue sur un risque incendie faible, en l'absence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet